

**Votez en cohérence
avec nos revendications**



2012

SOMMAIRE

DOSSIER

7

Un vote en cohérence avec nos
Valeurs et nos revendications

Les luttes

4

Politique Industrielle

11



Un autre voyage est possible...

VOYAGEZ AVEC L'ASSOCIATION FRANCE AMÉRIQUE LATINE !

Association de solidarité internationale et de défense des droits de l'homme, France Amérique Latine s'efforce de faire connaître la culture des peuples d'Amérique Latine et de la Caraïbe, dans toutes leurs composantes, leurs différences, leurs espoirs et leurs élans novateurs. FAL s'attache à dénoncer les atteintes à leurs droits civils, politiques, économiques et culturels et soutient de nombreux projets de développement.

Depuis plus de 20 ans, FAL s'est dotée d'un service voyages que nous avons voulu différent : faire découvrir les richesses de ce magnifique continent en accord avec le but que nous poursuivons, la découverte d'un pays, de sa nature, de sa culture mais aussi du mode de vie de ses habitants. Toute l'Amérique Latine est au programme !

... A CUBA



... EN EQUATEUR



.... AU VENEZUELA



CHANTIERS DE SOLIDARITE,
SEJOURS LINGUISTIQUES,
VOYAGES SOLIDAIRES,
TREKS,
CIRCUITS...

VOYAGEZ AU PLUS PRES
DES REALITES SOCIALES
ET POLITIQUES
DE L'AMÉRIQUE LATINE

**SUR LES TRACES DE
LA REVOLUTION CUBAINE**
18 jours à partir de
1980 euros



**DES ANDES AUX RIVES
DE L'AMAZONIE**
15 jours à partir de
2300 euros



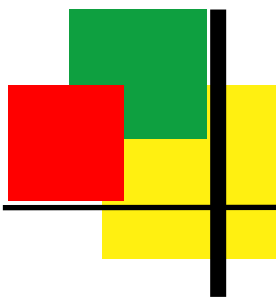
**AU RYTHME DES COMMU-
NAUTES AMERINDIENNES**
15 jours à partir de
1795 euros



Vous avez une envie particulière ?

Vous êtes un individuel, un Comité d'Entreprise, une collectivité territoriale ou un groupe ?
Depuis 20 ans, FAL est le partenaire de vos voyages en Amérique latine et Caraïbes alors contactez-nous !

Association France Amérique Latine, 37 Boulevard Saint-Jacques 75014 Paris
01 45 88 20 00 / falvoyages@franceameriquelatine.fr / www.franceameriquelatine.fr



Mercredi 29 février, la solidarité de lutte des salariés d'Europe doit être forte, massive.

Les médias tournent leurs objectifs entièrement vers les élections politiques à venir, occultant les nombreuses luttes des travailleurs unis face à leurs directions d'entreprises pour gagner plus de salaires, de respect ou pour conserver leurs emplois, leurs industries.

Les responsables politiques en place, tant en France qu'en Europe, sont tous alignés sur des politiques d'austérité, de régression sociale, **chacun y allant de son projet pour flatter les places financières.**

Les 1^{er} et 2 mars, ces dirigeants veulent adopter, à l'échelle européenne, des règles financières qui s'imposeraient à chaque pays, décisions qui bafoueraient, piétineraient le socle des démocraties que sont les « constitutions nationales ».

PIRE : ils veulent **museler** l'action politique ou syndicale dans chaque pays, les éventuels accords de progrès social devant être soumis à acceptation de **cette haute cour européenne anti démocratique**.

Face à autant de mépris envers les populations, les salariés, tous les syndicats européens ont décidé d'agir le 29 février.

Dans tous les pays, les travailleurs sont appelés à faire grève, à manifester pour exiger, par une autre répartition des richesses :

- ↪ des choix porteurs de progrès social, de progrès économique par l'augmentation des salaires,
- ↪ une protection sociale de haut niveau,
- ↪ une politique industrielle garantissant l'emploi.

**29 février, partout,
faisons grève, manifestons
pour nos revendications.**

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.48.18.80.36

Fax : 01.48.18.80.35

<http://www.fnic.cgt.fr>

Email : fnic@cgt.fr

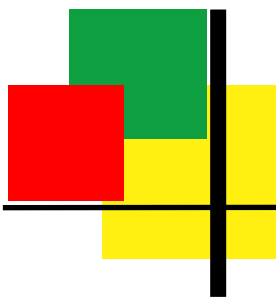
Directeur de la publication : Carlos MOREIRA

Commission paritaire n° 0113 S 06355

Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Imprimé par Rivet Presse/Edition

Issn = 0763-7497



LES LUTTES

Mobilisation pour l'emploi Chez Alu Pechiney St Jean de Maurienne

Le 17 Décembre 2011, une manifestation a rassemblé, près de **1000 personnes**, salariés, élus, chefs d'entreprise, commerçants, et retraités de la vallée de la Maurienne, **pour défendre l'avenir de l'usine de St-Jean de Maurienne, en Savoie**. Cette usine est l'une

des deux dernières à produire de l'aluminium en France avec celle de Dunkerque. Partout dans le monde, les usines de production d'Aluminium possèdent des contrats d'approvisionnement électrique à prix préférentiels sur du long terme. C'est le cas des deux usines en France, mais pour St-Jean de Maurienne, le contrat s'achève en 2014, et, à ce jour, aucun contrat n'est mis en place pour que l'usine continue à produire au-delà de 2014.

Le site St-Jean de Maurienne représente 600 emplois directs (420 en production, 130 en Recherche) et près de 3000 emplois induits. Il reste totalement stratégique pour la France et certaines de ses industries les plus per-

formantes : aéronautique, automobile, espace, etc. Le syndicat CGT de St-Jean de Maurienne a multiplié les actions et a proposé des solutions pour pérenniser l'avenir du site. Cela passe forcément par un nouveau contrat énergétique entre Rio Tinto Alcan et EDF.

A ce jour, la direction n'a toujours pas rassuré quand à l'avenir du site. En effet, La Direction Générale avait convoqué un Comité Central d'Entreprise Extraordinaire Aluminium Pechiney le Jeudi 2 Février 2012 sur le point des discussions entre Rio Tinto Alcan et EDF. **Ce CCE a été reporté au 15 février.**

Le syndicat CGT et les salariés restent mobiliser pour l'avenir de leurs emplois.



Les Arkema en grève le 2 février. Les Arkema en résistance pour leur avenir

L'action forte, massive des salariés d'Arkema le 5 décembre 2011 au siège, a contraint les dirigeants à geler le dossier de cession du pôle vinylique à un boursicoteur suisse, KLECH.



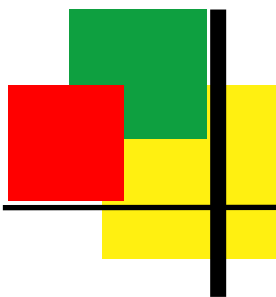
Depuis, la CGT œuvre dur à montrer au grand jour le fond d'un dossier préparé par des individus peu scrupuleux de l'avenir de l'industrie, des salariés. Prêts à tout pour faire remonter le prix de l'action en bourse, même à sacrifier un **pôle industriel** d'importance nationale, **donné pour 1 €** avec en prime plus de 500 millions d'euros dans la corbeille. Le voutour intéressé est connu pour avoir démantelé, cassé industrie et emplois pourvu qu'il récupère sa mise financière.

Le 2 février, le CCE a de nouveau été réuni, les dirigeants devant répondre aux questions des représentants du personnel.

Le 2 février, l'ensemble des salariés a répondu massivement à l'appel de la CGT à faire grève pour exiger l'abandon de ce projet scélérat.

C'est par la résistance, l'action collective de grève que les travailleurs feront entendre leurs voix, leurs exigences pour que ce projet, porteur de casse d'industrie et d'emplois soit abandonner.





2 février 2012, à Saint Ouen Sortie du Livre blanc du raffinage de l'UFIP...



600 militants CGT se sont donnés rendez-vous pour dénoncer l'hypocrisie patronale et gouvernementale et porter leurs revendications pour un raffinage au ser-

vice des besoins économiques et sociaux et non des marchés financiers.

Avec une forte délégation de nos camarades de Pétroplus Petit Couronne et de Lyondell Basell Berre c'est bien l'ensemble de la branche pétrole et plus largement celle dépendant du champ de notre fédération qui est venu dénoncer l'inacceptable mascarade de la chambre patronale UFIP, et porter leurs revendications.

Dans le prolongement de cette mobilisation les syndicats du pétrole se sont réunis le 17 février pour débattre d'un plan d'actions et de mobilisations des salariés de la branche .

- ☞ **L'arrêt des projets de fermetures** et le redémarrage des raffineries.
- ☞ **Le plan d'investissement proposé par l'IFP** de 2,2 milliards d'ici 2020 permettant de réduire de moitié les importations de gazole et exportations d'essence (rejeté par les patrons), plan devant être décliné site par site et par bassin d'emploi.
- ☞ **La création d'un pôle public** de l'énergie permettant d'avoir une vision globale, du puits à la pompe, au travers d'un système régulé par les pouvoirs publics, pour faire financer les investissements nécessaires par toute la chaîne pétrolière.
- ☞ **La taxation des produits raffinés** importés, lorsque ceux-ci ne sont pas soumis aux mêmes règles sociales et environnementales, ainsi que la fixation du prix des carburants par voie réglementaire publique, comme avant 1982.
- ☞ **Le développement de projets** industriels, de recherche et développement permettant le captage et l'utilisation du CO² à des fins industrielles en synergie avec le raffinage.



MUTEX UNE NOUVELLE FORCE

DÉDIÉE AUX BRANCHES PROFESSIONNELLES
ET AUX GRANDES ENTREPRISES

MUTEX
L'HUMAIN FAIT LA FORCE

Depuis plus de 40 ans, l'UNPMF propose des produits pensés et conçus autour de valeurs mutualistes. Des produits solidaires et performants, tournés vers l'humain et qui refusent l'exclusive de la logique financière.

Aujourd'hui, l'UNPMF et les principales mutuelles interprofessionnelles, acteurs incontournables de la protection sociale complémentaire, constituent une nouvelle structure : Mutex, pour vous apporter des réponses encore plus efficaces, sans jamais sacrifier l'esprit de solidarité.

C'EST EN RESTANT HUMAIN QU'ON EST PLUS EFFICACE.



Un vote en cohérence avec nos valeurs et nos revendications

La Cgt porte un projet politique

C'est dit : **La Cgt n'est ni apolitique ni neutre**, même si elle est indépendante, ce qui ne signifie pas la même chose. Bien au contraire, certains considèrent que la Charte d'Amiens de 1906, qui fonde les principes du syndicalisme, conduit à l'absorption complète du politique par le syndical.



Extraits des statuts de la Cgt (Préambule) :

« Elle [la Cgt] participe au mouvement de transformation sociale. »

« Elle agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination. »

« Sa neutralité à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques comme les réformes en vigueur ou à conquérir. »

Le syndicalisme Cgt ne se résume pas à obtenir des améliorations de la condition des salariés « *ici et maintenant* ». Les orientations sont clairement décrites : **Changement de société, dépassement du capitalisme, lutte des classes.**

« *ici et maintenant* ». Les orientations sont clairement décrites : **Changement de société, dépassement du capitalisme, lutte des classes.**

La Cgt porte des exigences sur l'orientation politique du pays, ou d'une élection, et elle est complètement dans son rôle de syndicat.

L'extrême droite est incompatible avec les valeurs de la CGT

Sur les orientations

La Cgt, c'est d'abord le rassemblement de tous les travailleurs. Quand l'extrême-droite martèle que l'ennemi, c'est l'ouvrier chinois ou l'immigré intérimaire, la Cgt répond que **l'ennemi, c'est le patron** qui tire profit à délocaliser en Chine ou à utiliser le travail

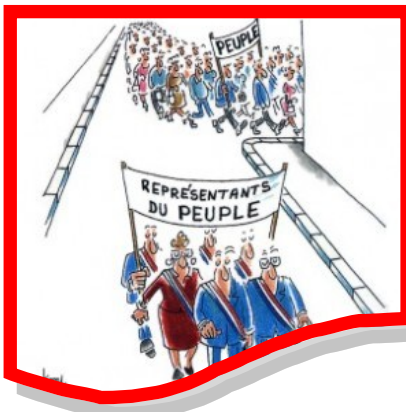
clandestin en France. Et dans cette lutte des classes, le travailleur français est certes victime, mais aussi le travailleur étranger.

A aucun moment le programme de l'extrême-droite ne remet en cause le capitalisme, bien au contraire, mais oppose d'une part le capitalisme financier mondialisé à l'origine de tous les maux, et d'autre part un capitalisme franchouillard et paternaliste paré de toutes les vertus. La Cgt combat toute forme d'exploitation, de propriété lucrative et veut mettre à bas la caste des patrons et des millionnaires, qu'ils soient français ou autre.

Sur les modes d'action

A la Cgt, nous savons que toutes nos avancées sociales, du salaire à la retraite, des congés payés au droit de grève, **tout fut conquis et imposé par les luttes** des travailleurs au cours de l'histoire. Rien n'a été octroyé d'en haut, ni par les employeurs, ni par les gouvernements.

En octobre 2010, des millions de personnes sont descendues dans la rue pour défendre la retraite à 60 ans, avec 70 % de la population en accord avec la protestation populaire. Dans un communiqué du **22 octobre 2010**, Marine Le Pen déclarait : « **La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers** », en parlant des manifestants. Un exemple, où l'extrême-droite montre son véritable visage du parti du couvre-feu et de la répression brutale, au service du grand capital.



Ce que disent 3 programmes

Retraites



Le PS promet d'accorder la retraite à 60 ans, mais uniquement pour ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans et ayant cotisé pendant 41 ans. Pour le cas général, pas de départ possible à 60 ans, même moyennant une décote. Pas de loi non plus sur le retour de

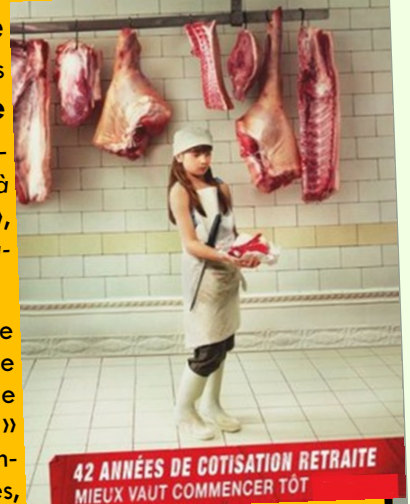
l'âge légal à 60 ans pour tous. Le système suédois, dit « à comptes notionnels » (retraite par points) risque d'être imposé. Quant au financement de la Sécurité Sociale, il aurait pour nouvelle source « l'impôt », selon la logique anglo-saxonne d'assistanat, avec la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu.

Après une quantité impressionnante de promesses, dont le retour du calcul sur les 10 meilleures années (mais sans aucune recette correspondante), le **FN** met aujourd'hui en avant la

retraite à la carte. Pas de reconnaissance de la pénibilité dans son projet. La pension de retraite doit être « d'un niveau suffisant pour vivre », et financée par la « solidarité nationale », c'est-à-dire par l'impôt. L'objectif est clairement nommé : le « minimum vieillesse » (pour mémoire : 742 €/mois), réservé aux « français ».

Le Front de gauche, comme les partis **d'extrême gauche**, veut réinstaurer la « retraite à 60 ans, à taux plein », avec « 75 % du salaire de référence ».

Le financement de cette mesure doit être assurée par une « cotisation nouvelle » sur les revenus financiers des entreprises, sans « aucun recours à la fiscalisation des retraites ou de la protection sociale ». Le financement redevient basé sur la cotisation sociale, comme dans le programme du Conseil National de la Résistance de 1945, avec le rétablissement des cotisations patronales, et la suppression de la CSG.



Salaires

Le Front de gauche met en place, comme mesure immédiate, le SMIC à 1.700 € pour 35 heures hebdomadaires, l'arrêt des exonérations de cotisations patronales, et l'instauration d'un « salaire maximum » fixé à 20 fois le salaire médian, soit 360.000 €/an, au-dessus duquel le taux d'imposition serait de 100 %. Le programme prévoit une « réévaluation des indemnités de chômage et des pensions de retraite », tout ceci financé par une autre répartition des richesses créées par le travail, et un accroissement du taux des cotisations sociales (= le salaire indirect).

Pour le **PS**, l'écart maximal de rémunérations de 1 à 20 ne concerne que les « entreprises publiques », et la tranche supérieure de l'impôt serait de 45 % pour les revenus supérieurs à 150.000 €/an et par personne. Aucune proposition

chiffrée, sur le SMIC ou les salaires, n'est dans le programme, sauf la proposition « d'encadrer les bonus » des banquiers. Sur le salaire indirect que sont les cotisations sociales, François Hollande a-t-il voulu rassurer les marchés financiers en déclarant le 26 janvier que leur hausse serait limitée à 0,1 % durant son éventuel quinquennat ?



Sur des sujets portés par la FNIC CGT



Le programme du **FN** ne parle pas de salaire, mais de « revenus » ou de « pouvoir d'achat ». Au chapitre « revalorisation des revenus des salariés des sociétés privées », il se contente de « reconnaître au personnel une part de propriété dans l'entreprise, sans droit de vote, mais permettant le versement de dividendes ». Récemment interrogée sur le SMIC, la leader du parti extrémiste qualifiait la hausse du SMIC de « mesurette » (18.11.2011). Le 9 janvier 2012, elle évoquait une hausse de 200 € du salaire net jusqu'à 1,4 fois le SMIC, par le transfert de 200 € de cotisations sociales (payées par les employeurs) sur nos impôts. Enfin, le FN veut mettre en place un « revenu parental » pour les femmes (françaises) au foyer.

Politique industrielle

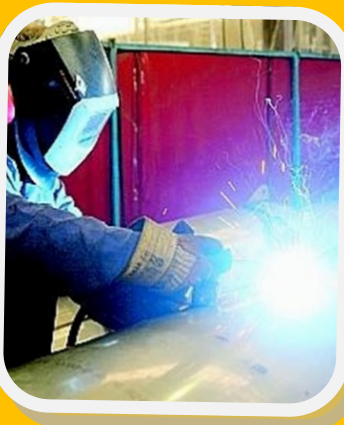
Le FN impute la désindustrialisation française à la « concurrence internationale déloyale » et à « l'euro ». Sur le premier point, le Front National reprend l'argumentaire de la « destruction par le libre-échange » de l'économie européenne, qu'il faut protéger par un « protectionnisme raisonné », tout en faisant régner l'ultralibéralisme à l'intérieur des frontières. Le projet FN prévoit la mise en place de la préférence communautaire (version européenne de la « préférence nationale » défendue depuis des années par le FN), la réduction de l'immigration, et, dans le domaine monétaire, le rétablissement des changes fixes (vieille rengaine des ultra-libéraux), autrement dit, la sortie de l'euro. Le projet d'extrême droite encense l'entreprise familiale, l'artisanat avec, comme exemple de mesure immédiate, « l'abaissement à 14 ans » de l'âge de l'apprentissage.

Le programme du **PS**, en matière d'industrie, passe par le maintien des marchés financiers et des traités européens qui les ont rendus tout-puissants. Par exemple, les critères de Maastricht, d'un maximum de 3 % de déficit public sera imposé dès 2013.

Sans remettre en compte la notion de « compétitivité », le candidat socialiste entend dé-

fendre l'emploi par de nouvelles mesures vers les entreprises :

Des « allègements fiscaux » vers les entreprises qui investissent sur notre territoire », le « développement des PME » au moyen d'une « banque publique d'investissement », un « contrat de génération » pour l'embauche de jeunes, et un renchérissement « du coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes ».



la création de « pôles publics de l'industrie à l'échelle territoriale ».

Le projet de Jean-Luc Mélenchon établit que « l'avis favorable des représentants du personnel ou des CE sera obligatoire pour toutes les décisions stratégiques ».

Le Front de gauche propose la mise en place de « normes sociales et environnementales protectrices » face aux productions à bas coût des marchés mondialisés. Ces prélèvements et taxes seraient alloués à un Fonds pour le développement social et environnemental. Il est prévu que plusieurs secteurs « soient mis ou remis sous contrôle public, nationalisés » : énergie, gaz, pétrole, banques, assurance, médicament, construction, eau. Est également pré-

A RÉGÈ D'OR DE PSA-CITROËN



Santé

Le **Front de gauche** préconise dans son programme : « arrêt des fermetures d'hôpitaux, maternités, centres de soins et d'IVG », « fin de la tarification à l'activité », « remboursement intégral à 100 % des dépenses de santé couvertes par la Sécurité Sociale », « suppression des franchises et des dépassements d'honoraires », une santé libérée de « l'influence des laboratoires pharmaceutiques », la mise en place d'un pôle public du médicament « qui interviendra dans la recherche, la production et la distribution ». Le programme de Jean-Luc Mélenchon précise que la santé se définit comme « un état de bien-être physique, mental et social ».

Pour le **FN**, l'accès aux soins doit être réservé aux « français », et la priorité doit être la lutte contre les « fraudes », car il y aurait « 10 millions de fausses cartes Vitale en circulation ». La présidente du Front National se réfère à un rapport de l'IGAS qui remonte à... 2004. Ce rapport évaluait (approximativement) à 10 millions le nombre de cartes Vitale « en surnombre » (et non « frauduleuses ») émises

depuis le lancement de la carte. Mais Marine Le Pen fait comme si rien ne s'était passé en sept ans. Alors que depuis 2004, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie a lancé une série d'actions pour « sécuriser la situation des cartes invalides non restituées : celles qui restent en circulation ne peuvent donc plus être utilisées ». Plus de 35 millions de cartes Vitale ont été invalidées ou détruites. Aucune carte Vitale falsifiée n'a en effet jamais été identifiée jusqu'ici.

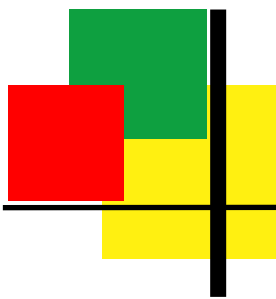
Pour le **PS**, l'amélioration de la santé passe par une redéfinition du mode de financement de l'hôpital, sans pour autant sortir complètement du système de la T2A, la tarification à l'activité. Les dépassements d'honoraires seraient « encadrés » et il y aurait des incitations à une « baisse du prix des médicaments ». Le candidat socialiste promet d'engager une « réforme de la dépendance permettant de mieux accompagner la perte d'autonomie ». En termes de prévention, François Hollande projette de reconduire les plans Cancer et Alzheimer, et de lutter contre l'obésité au travers d'une conférence sur l'alimentation. Un programme qui ne fâche personne.



Quelques remarques en guise de conclusion

- Nous avons volontairement limité l'éclairage à quelques dimensions essentielles pour les salariés de nos industries. Pour plus d'éléments de comparaison, reportez-vous aux programmes des différents partis politiques.
- Nous n'avons pas retenu les orientations du candidat de l'UMP, considérant que l'action du gouvernement Sarko, durant 5 ans, est suffisamment explicite.
- Céder à la facilité ou à la tentation de l'abstention serait une grave erreur, au regard du contenu précis des projets, sur des sujets aussi essentiels que salaires, retraites ou emploi.
- **Les orientations de la FNIC-CGT sont connues sur les sujets choisis, à vous d'en tirer les conclusions qui s'imposent !**

Au final, quels que soient demain le Président et la majorité choisis par les citoyens (que nous sommes), qu'ils soient progressistes ou non, les salariés et la CGT devront continuer de se mobiliser en permanence pour défendre leurs revendications par l'expression du rapport de forces.



Pourrait-on imaginer notre société sans les industries chimiques ?

A l'heure où les questions d'environnement, de santé, de développement durable ont émergé dans le débat public, on considère souvent vraie l'équation :

CHIMIE = POLLUTION ?

Pourtant, ceux qui ont cette caricature en tête feraient bien d'y réfléchir. Dans quel monde vivrions-nous, si d'un seul coup, disparaissait toute la filière des industries chimiques ? Quel serait le visage d'une société débarrassée du pétrole, du caoutchouc, du plastique ?

aux agro-carburants pour faire rouler les véhicules, voitures particulières ou camions, car ces productions agricoles ne représentent que quelques pourcents des carburants utilisés au niveau mondial. En gros, seuls quelques trains circuleraient, sauf sur les réseaux non électrifiés.

Mais il faut rappeler que le pétrole, ce n'est pas « que » de l'énergie, sous forme de carburant ou de combustible. Nous avons toujours considéré à la FNIC-CGT que **le pétrole est d'abord une matière première** pour de nombreuses industries et activités, en aval du raffinage.

Partons du pétrole

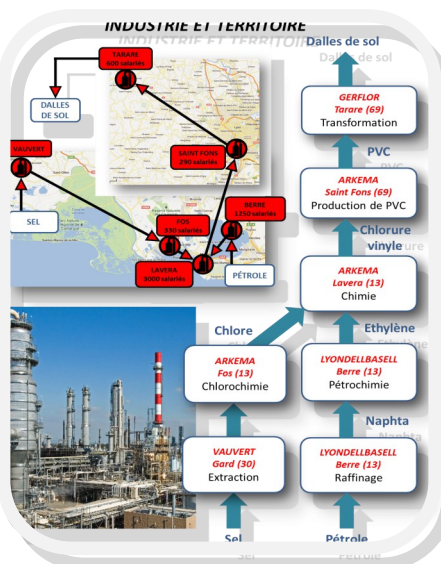
On considère trop souvent le pétrole comme une énergie. Et c'est vrai que depuis le début de son exploitation industrielle, la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, ce liquide a été surtout utilisé comme combustible ou carburant. C'est la découverte et l'exploitation du pétrole qui est à l'origine de la seconde révolution industrielle et du développement fulgurant des économies dites développées, pour les amener au niveau où elles sont aujourd'hui.

La distillation du pétrole dans une raffinerie est une séparation mécanique, par l'action de la chaleur, de millions de molécules composant ce mélange naturel, issu de la lente décomposition de matière organique. La disparition subite du pétrole, fantasme de certains, **aurait l'effet d'une guerre atomique** sur la géopolitique et l'économie planétaire.

Si l'on se borne à détailler leur impact sur la vie quotidienne, on peut dire que, sans les carburants issus des raffineries de pétrole, plus aucun avion ne volerait, plus aucun cargo ou chalutier ne voguerait. Inutile de songer

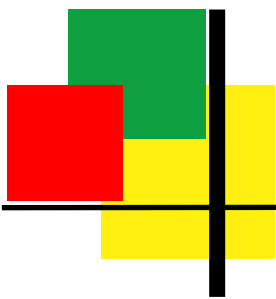
La chimie, la « mère » des industries

Sans raffinage de pétrole, pas de bitume pour les routes, ni d'huile pour les transformateurs électriques EDF ou industriels. L'or noir est également la source d'alimentation de la **pétrochimie**, industrie qui, elle-même, alimente de nombreuses **industries chimiques**, le **caoutchouc**, la **plasturgie**.



En page suivante, on peut voir quelques exemples de produits de la vie quotidienne qui sont directement tirés de cette filière industrielle. Sans industrie chimique, l'amoureux de la nature n'a même plus de bicyclette pour se déplacer, car roulant sur des pneus en caoutchouc, munie de gaines de câbles de frein en plastique, avec un cadre d'aluminium (dont la fabrication nécessite de grandes quantités de produits chimiques) et recouverte de peinture. Il faut également lui enlever la plupart des textiles constituant ses vêtements, ainsi que ses chaussures dont les semelles sont synthétiques, etc..

A la croisée de la chimie se situe **l'industrie pharmaceutique** : faudrait-il aussi renoncer aux médicaments ? Au savon ? Enfin, **la chimie est indispensable** à la mise en œuvre de dizaines d'activités industrielles, telles : l'agroalimentaire, l'informatique, l'électronique, le bâtiment, la métallurgie, le verre, etc..



POLITIQUE INDUSTRIELLE

On voit que les industries chimiques sont indispensables à nos besoins quotidiens. Sans exagérer, **leur disparition nous ramènerait à l'âge des cavernes**. Les salariés des industries chimiques ne sont donc pas des pollueurs, mais des industriels dont l'activité est indispensable au maintien de notre société telle que nous la connaissons. Ils fournissent à tous des produits utiles et indispensables au bien-être de leurs contemporains.

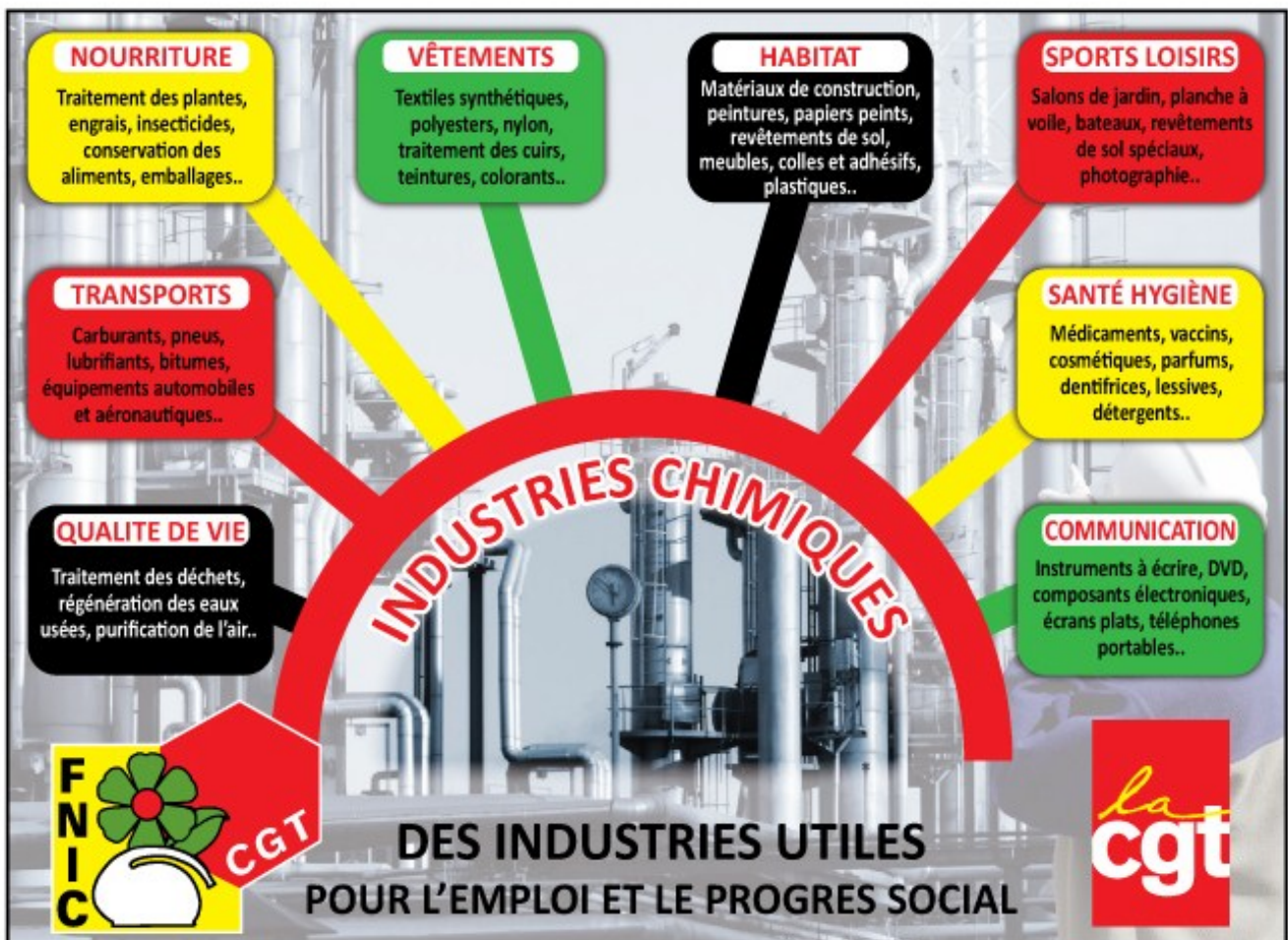
↳ Les industries chimiques structurent le territoire français

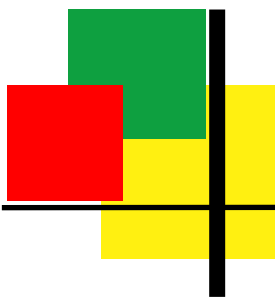
Nos industries sont grandes pourvoyeuses d'emplois, qu'ils soient **directs** ou **induits**. L'emploi industriel, créateur de richesses, est à l'origine du développement des services dans une région. C'est parce qu'une usine se construit (ou se maintient) qu'on a besoin de logements, d'écoles donc de professeurs, d'hôpitaux donc d'infirmier(e)s, de commerces, de routes ou de gares. A part l'activité touristique (dont la valeur en France,

1^{er} pays touristique du monde, est dix fois inférieure à la valeur créée par l'industrie française), **la totalité des emplois tertiaires et de services publics, sont tributaires des emplois industriels**.

Le maintien des industries chimiques sur le territoire national est donc une bataille à mener par tous et pour tous. La soumission de leurs activités à des critères de rentabilité capitaliste doit être remplacée par leur utilité sociale et économique pour nos territoires et la société dans laquelle nous vivons.

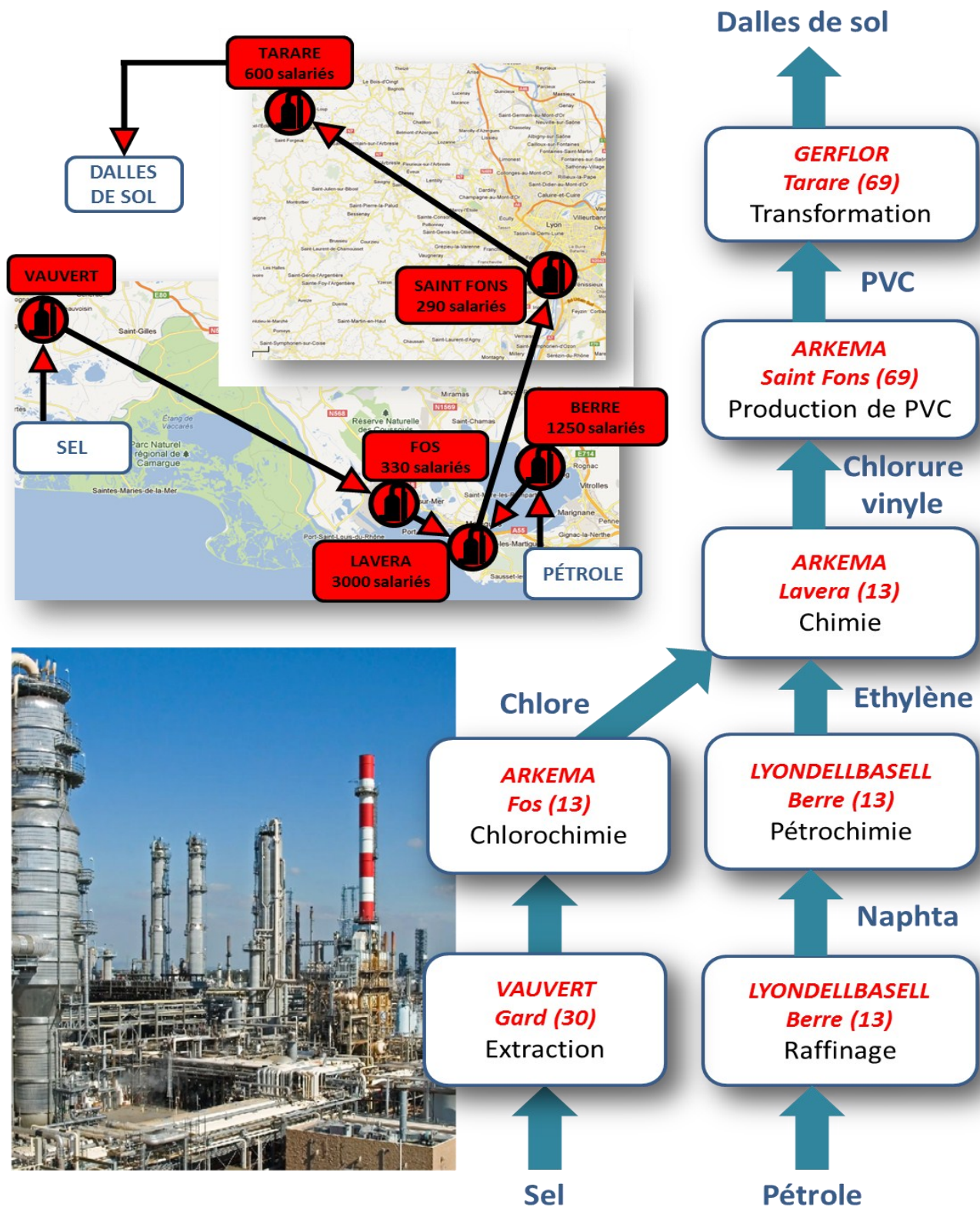
Les salariés de nos industries doivent se mobiliser en permanence pour que se développent les industries chimiques, dans un cadre de développement durable, et pour répondre aux besoins de toutes et tous .

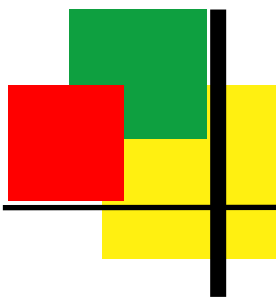




POLITIQUE INDUSTRIELLE

Industrie et territoire : du pétrole à la dalle PVC





Industrie et produits : le caoutchouc et nous

Le caoutchouc est partout, autour de nous, et fait partie de notre vie au quotidien. Cet élément n'est pas seulement le produit noir et nauséabond associé directement au pneumatique qui équipe nos voitures.

Rappelons quelques chiffres qui composent cette industrie de très haute technologie qui se décline en deux groupes qui sont :



Le caoutchouc pneumatique

Le pneumatique est le plus connu car le caoutchouc a toujours été assimilé au pneu de nos voitures. Le pneu, objet de haute technologie qui équipe, voitures, vélos, motos, poids lourds, tracteurs et génie civil. Ce produit qui garantit notre sécurité lorsque

nous nous déplaçons en véhicule, doit répondre aux sollicitations de freinage sur différents revêtements, doit maintenir une adhérence du véhicule dans des conditions toujours plus difficiles. Pour information le contact direct entre la route et une voiture est à peine plus grand qu'une carte postale c'est dire les caractéristiques technologiques nécessaires pour fabriquer ce produit. Nous parlons bien de hautes technologies.



Le caoutchouc industriel

L'industriel qui est moins connu mais tout aussi important car il est partie prenante dans notre vie. Il est présent dans tout notre univers domestique avec nos ustensiles de cuisines, électroménager, semelles, chaussures, préservatifs, etc...

Sans caoutchouc industriel pas de voiture. Aucune voiture ne pourrait rouler sans pneu, mais sans caoutchouc industriel, pas de durite, de joint, de silentbloc, de joint de porte, etc....**donc pas de voiture.**



Le caoutchouc est omniprésent dans le matériel paramédical : « sondes, gants, tétines, tuyaux, alèses, protections antidérapantes, tapis de brancards, etc..... »

L'importance du caoutchouc dans notre vie n'est plus à démontrer. Pourtant, les salariés dans cette industrie de haute technologie, indispensable à notre vie, ne sont pas reconnus en termes de classifications, qualifications et de salaires.



La branche du caoutchouc est une des branches professionnelles affichant les plus bas salaires, bien que les entreprises de cette industrie soient sur les plus hautes marches du podium du CAC 40.

Cette industrie connaît une explosion des troubles musculo-squelettiques (TMS) et des maladies professionnelles sans pour autant avoir un accord reconnaissant la pénibilité.

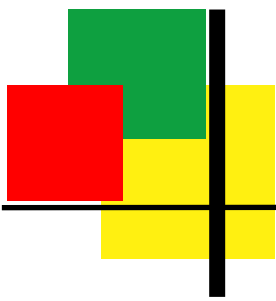
La branche du caoutchouc subit une forte délocalisation des moyens de productions vers les pays émergents avec leitmotif des entreprises « **nous devons être au plus prêts des marchés pour répondre aux besoins de ces pays** »

Mais les pneumatiques fabriqués en Europe de l'Est inondent nos parkings et les produits industriels venant de Chine ou du Japon sont dans tous les foyers.

En 1980 nous étions plus de 89 000 et aujourd'hui en 2012 nous sommes seulement 45 000 salariés, soit 50 % de moins, ce qui illustre la casse industrielle de la branche sur le territoire national.

EN CONCLUSION

La lutte pour le maintien de nos emplois et pour la défense de nos garanties collectives est plus que nécessaire.



HISTOIRE SOCIALE

Colloque IHS CGT du 19 janvier 2012 « LE FRONT NATIONAL DÉMASQUÉ PAR L'HISTOIRE »

**Quelques extraits de
l'intervention de
Bernard THIBAUT,
Secrétaire Général
de la CGT**

« ...La CGT est le syndicat de tous les salariés et c'est pour cela qu'elle défend les intérêts des travailleurs sans-papiers. Le refus de régulariser les **travailleurs sans-papiers**, leur maintien dans une zone de non droit, est un facteur d'abaissement des salaires et garanties collectives de tous les salariés. L'existence d'un

nombre important de travailleurs sans-papiers est avant tout **une arme aux mains des patrons pour faire fructifier leur taux de profit**. La réponse n'est pas leur expulsion mais la reconnaissance de leurs droits. Le principe de la préférence nationale, la stigmatisation systématique des immigrés sont un puissant outil de division des salariés et donc d'affaiblissement du rapport de force indispensable face au patronat, notamment dans un pays encore marqué par son histoire coloniale. Ils ont pour objet de dresser **les salariés les uns contre les autres**, et de réduire leurs capacités de rassemblement et d'intervention pour peser sur les choix économiques et sociaux. Ils visent à cibler une partie de la population pour détourner l'attention de la véritable question, à savoir **l'inégale répartition des richesses** produites par le travail

Il n'est donc pas envisageable, qu'au nom de la liberté d'opinion dans la CGT, celle-ci puisse être représentée, à quelque niveau que ce soit, par des militants revendiquant publiquement leur adhésion au concept de « préférence nationale »... »

« ...Si nous n'avons nulle intention de stigmatiser des salariés séduits par le discours du FN, nous avons la ferme volonté de discuter avec eux de la vraie nature de ce parti et de ses objectifs, et de les convaincre de la nocivité de ses projets. Nous ne pourrions le faire que si nous réussissons aussi le redéploiement de la CGT vers les salariés précaires et les victimes de discrimination pour combattre plus efficacement des politiques qui plombent le mouvement revendicatif et bafouent nos droits sociaux.

Nous réussirons d'autant mieux si nous progressons dans notre capacité d'organiser des **luttons collectives** et solidaires entre travailleurs à une échelle interprofessionnelle. C'est une réponse à **l'opposé d'un syndicalisme corporatiste** dans sa version frontiste... »

« ...Nous ne sommes pas les seuls syndicats confrontés à l'influence de l'extrême droite : Italie, Belgique, Hongrie, Pays-Bas et tant d'autres, l'expérience montre qu'il ne faut pas faire le dos rond mais affronter les situations, savoir **démasquer la démagogie**, voire les usurpations d'identité dans le discours.

Il y a au FN des militants qui passent du temps à s'inspirer des messages syndicaux pour rendre l'extrême droite présentable... »

« ...Le recul du niveau de vie, l'austérité sans fin, la déconstruction des systèmes sociaux sont présentés comme les seules perspectives crédibles, suscitant un peu partout réactions, révoltes, résistance. Nous entrons dans une nouvelle période. Les enjeux sociaux et les enjeux démocratiques sont de plus en plus fortement imbriqués. On avancera ou on reculera sur les deux terrains. Le choix est entre recul social et autoritarisme d'un côté ou progrès et démocratie de l'autre.

Si le **syndicalisme** apparaît comme le « dernier rempart » face aux mises en causes, aux reculs sociaux, il apparaît aussi comme **l'une des principales forces pour faire barrage aux mises en cause de la démocratie**. La CGT a toujours tenu sa place sur ce terrain. Elle ne se dérobera pas... »

Les rencontres
de
l'Institut CGT d'histoire sociale



**Le Front
national
démasqué
par
l'histoire**

Jeudi 19 janvier 2012

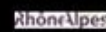
La Vaka Productions et Parasite Distribution
en partenariat avec la Cinémathèque des pays de Savoie et de l'Ain
présentent :

DE MÉMOIRES D'OUVRIERS

Un film de Gilles Perret



Produit par Fabrice Ferrari / Image Jean-Christophe Hinaud / Montage Stéphane Perriot



SYNOPSIS De l'histoire de ces patrons qui tirèrent sur leurs ouvriers en 1904 à Cluses (74) qui fit 3 morts et une quarantaine de blessés, aux témoignages bouleversants de ces ouvriers d'aujourd'hui perdus dans les méandres de la mondialisation, c'est un siècle d'histoire sociale qui est raconté dans ce film.

Sur fond de rapports de force plus ou moins favorables à la classe ouvrière, la parole est donnée à des hommes droits, dignes et émouvants, illustrée par des archives cinématographiques inédites.

Ils attestent sans nostalgie de la mutation d'un monde ouvrier qu'on ne voit plus, menacé de disparition par la logique financière de la globalisation.

Plus qu'un simple constat, ce film questionne le présent : quelle est la véritable place de l'être humain dans ce monde économique ?

LE RÉALISATEUR À quarante trois ans, Gilles Perret compte 11 longs métrages documentaires (dont « Ma mondialisation » et « Walter, retour en résistance »), ancrés pour la plupart dans la réalité du pays dont il est issu : Les Alpes. Il s'inspire généralement d'une histoire locale pour s'élargir aux problématiques du monde, et s'interroger sur la place de l'être humain pris dans les contraintes des systèmes économiques et politiques.

« Aujourd'hui les ouvriers en France représentent 23 % des actifs et n'occupent que 2 % de l'espace médiatique. » (SOURCE : L'OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS)

Sortie en salles janvier 2012



ASSOCIATIONS, COLLECTIFS, PARTIS POLITIQUES, SI VOUS VOULEZ ORGANISER UNE PROJECTION, CONTACTEZ-NOUS
Solveig Bjurström 06 77 04 61 31—parasite.distribution@gmail.com

WWW.dememoiresdouvriers.com